

La Lettre du CIAN

Mars / Avril 2014

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

Edito

« AFRO-REALISTE »

A l'occasion de la parution du Rapport CIAN 2014, notre éditeur le MOCI, notre partenaire la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et nous-mêmes, avons organisé la 3^{ème} édition du Forum Afrique autour de personnalités débattant des sujets économiques africains du moment. Plus de 750 personnes étaient présentes, soit quelque 200 participants de plus qu'en 2013, et des personnes ont même du être refusées à l'entrée !

Cet engouement pour le continent, que le CIAN a toujours défendu, montre à l'évidence que nous avons réussi.

Ce succès est dû, certes à la croissance africaine, mais aussi aux hommes de bonne volonté qui de près ou de loin, ont aidé à faire connaître l'Afrique, son économie, son histoire, et/ou qui ont participé à notre association.

Anthony Bouthelier fait partie de cette catégorie d'hommes et à l'heure où il va voguer vers d'autres aventures, je voudrais prendre à témoins les lecteurs

de cette Lettre en le remerciant car, pendant quinze ans, **Anthony** a permis la mutation de notre organisation et en a été une cheville ouvrière dévouée.

Vient nous rejoindre **Etienne Giros** que certains connaissent et qui aura l'occasion de se présenter dans ces pages dans les mois qui viennent.



Autres hommes, autres missions. Il me semble que le CIAN, après avoir été afro-optimiste lorsque tout le monde était afro-pessimiste, doit, maintenant que tous sont afro-optimistes et même pour certains d'un optimisme béat, être, avec professionnalisme

et amitié, afro-réaliste.

Car si ce continent est plein d'avenir, et l'avenir est notre métier d'entrepreneurs, c'est aussi un continent plein d'embûches et de chausse-trapes.

L'expérience des uns doit servir aux autres, c'est aussi ça le CIAN.

Alexandre Vilgrain, Président

PS : Les représentants diplomatiques français m'ont fait de nombreuses remarques suite à mon dernier édito qui évoquait la nouvelle diplomatie économique. Si certains des propos ont pu heurter, je m'en excuse, je ne voulais qu'être positif.

A RETENIR

12 mars :
Assemblée générale du CIAN suivie d'un déjeuner-débat avec Anne Paugam, Directrice générale de l'AFD, sur « L'AFD en Afrique : entre influence économique et mandat institutionnel ».
Lieu : Hôtel Westin Paris Vendôme, Paris 01.

18 mars :
Petit déjeuner CIAN/ Ubifrance « Madagascar : un potentiel à redécouvrir ».
Lieu : Ubifrance, 77 boulevard St Jacques, Paris 14.

25 mars :
Réunion de la Commission Juridique & Fiscale du CIAN sur « Maurice, plateforme pour investir et travailler en Afrique ».
Lieu : CMS Francis Lefebvre, Neuilly sur seine.

Contact :
communication@cian.asso.fr
Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

ACTIVITES DU CIAN

Forum Afrique 2014 – Rapport CIAN

Paris, 31 janvier

Organisé par le MOCI et le CIAN, en partenariat avec la CCIP, à l'occasion de la publication de notre Rapport annuel 2014, cette manifestation a réuni plus de 750 personnes. Ce fut donc un immense succès dû, à la notoriété du Rapport CIAN, mais aussi à l'attention grandissante portée au continent africain.

Ouverte par les interventions des trois institutions invitées (**Pierre-Antoine Gailly**, **Vincent Lалу** et **Alexandre Vilgrain**), ce Forum a été riche en témoignages d'opérateurs, industriels, banquiers, assureurs, agents portuaires, juristes, universitaires, agences de développement...

En préambule, **Lionel Zinsou**, co-auteur du Rapport **Védrine** commandé par le Ministre **Pierre Moscovici** sur le positionnement de la France en Afrique, s'est élevé avec vigueur contre une dérive d'autoflagellation sur le soit disant ratage de l'Afrique par nos entreprises. L'intervention de nouveaux acteurs, bénéfiques pour tous, a fait baisser naturellement et partout dans le monde, la part de ceux qui auparavant occupaient une place privilégiée, c'est un phénomène général et non spécifiquement africain. Ajoutons que le temps n'est pas si lointain où les « bons docteurs » reprochaient leur paresse aux entreprises françaises qui fans la foulée de la période coloniale faisaient de l'Afrique leur principal marché à l'exportation !

Efficacité du développement – Ferdi

Clermont Ferrand, 9-10 janvier

La FERDI a fêté ses 10 ans d'existence en janvier dernier. Son président, **Patrick Guillaumont**, a lancé les débats par un bref rappel de ces 10 dernières années où les travaux de recherche et les publications ont porté sur l'efficacité du développement, le développement durable, la gouvernance mondiale et la mise en place d'indicateurs de développement innovants.

La FERDI a participé à de nombreux chantiers : Observatoire de la compétitivité en liaison avec le développement durable, Études sur la vulnérabilité et la fragilité et mise en place des OMD après 2015.

André Piebalgs, Commissaire Européen en charge du développement, a rappelé que les objectifs du millénaire restent partiellement atteints, et que l'Union Européenne est le premier donateur pour les pays en voie de développement. Il a fixé les grandes lignes et nouveaux objectifs : maximiser l'impact de l'aide européenne, le nouvel agenda pour le changement basé sur la bonne gouvernance et respect des droits de l'homme, une croissance équitable basée sur la paix et la stabilité.

Les autres interventions de haute qualité académique ont porté sur l'efficacité de l'aide pour répondre à la vulnérabilité des pays les moins développés, comment répondre à cette vulnérabilité par l'intégration régionale, et comment répondre aux objectifs de développement durable pour les pays les moins avancés.

Sécurité alimentaire et APD – Ferdi/Iddri

Paris, 29-30 janvier

Deux journées d'échanges ont été organisées par le MAE, la FERDI (Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International) et l'IDDRI (Institut du Développement Durable et des Relations Internationales - Sciences Po).

Le 29 janvier, sur le thème de la sécurité alimentaire, de nombreux spécialistes et des ONG sont intervenus sur la transition agricole et alimentaire avec d'abondantes références aux OMD (Objectifs du Millénaire du Développement). Des propos très « sciences » dominés par le tropisme africain ont meublé ces jour-

nées. Ce tropisme est normal au point parfois qu'il ferait apparaître l'Afrique comme le continent de tous les échecs induisant aussi chez les Africains, en particulier francophones, un discours victimaire : « c'est la faute aux autres, ... ». Alors que le Brésil, la Chine, ... ont bien progressé en matière de sécurité alimentaire, sur les deux journées, pas une session n'est consacrée à l'examen de ces expériences, réinventer l'eau tiède paraît plus confortable.

Le 30 janvier, sur le thème de la mesure de l'aide au développement, sous la présidence de **Patrick Guillaumont**, étaient réunis des spécialistes européens de l'aide publique au développement.

Une grande partie des débats a porté sur la mesure de l'aide au développement du point de vue des donateurs. Le dogme du 0,7 % du PIB à consacrer à l'aide, paraît intouchable bien qu'il n'ait aucun fondement. Il a aussi l'inconvénient de désresponsabiliser certains dirigeants des pays récipiendaires qui incriminent les pays du Nord pour non respect de l'obligation du 0,7 %.

Le CIAN a fait observer que l'approche « Nord Sud » devait être dépassée, les relations « Sud Sud » deviennent déterminantes et l'idée que l'aide pourrait en partie être financée par le secteur privé n'est pas réaliste. Le secteur privé est indispensable à la création des richesses sans lesquelles le développement est impossible mais il appartient aux politiques de déterminer l'emploi des richesses créées, un bon dialogue public privé se révèle à cet égard très efficace comme le démontrent notamment les réussites asiatiques.

APD dans le secteur agricole – Iddri

Paris, 10 février

Sous l'autorité de **Laurence Tubiana**, présidente de l'IDDRI, cet institut a organisé un atelier en partenariat avec le CIRAD et la FERDI, avec le soutien de la fondation Gates sur « Quelle est l'agriculture pour demain ? Doit-on rendre viables les modèles existants aujourd'hui ou doit-on inventer d'autres modèles viables et durables ? »

Laurence Tubiana a rappelé que la France avait su conserver un secteur reconnu pour sa compétence dans la recherche et dans l'agronomie et a posé la problématique en une controverse en 3 piliers : sécurité alimentaire versus développement global, agriculture familiale versus secteur privé, agro-écologie versus intensification.

Participaient aussi des représentants de l'AFD, du CDC, du Ministère de l'Agriculture, de la BAD, du NEPAD et de l'Université de Tsinghua (Chine) ainsi que des ONG (GRET, WWF, FARM) et un représentant du gouvernement de la République Togolaise.

Le CIAN, seul représentant du secteur privé, ce qui a été salué par Mme **Tubiana**, a fait remarquer que la controverse se posait plus entre agriculture familiale versus agriculture industrielle car il existait des agriculteurs privés y compris africains à la tête de petites et moyennes exploitations et que l'agriculture industrielle, si elle pouvait être quelques fois critiquée, était aussi un acteur incontournable de certaines filières (sucre) ou co-acteur dans des schémas d'agriculture intégrée de l'agriculture familiale (coton, caoutchouc, cacao, huile de palme...) et qu'il fallait mieux trouver des modes de développement harmonieux entre ces acteurs plutôt que de les opposer.

Bruno Losch du CIRAD a lui souligné que l'agriculture ne sert pas seulement à produire mais c'est aussi un énorme pourvoyeur d'emplois avec 40% de la population active mondiale; que le monde d'aujourd'hui était plus compliqué, engendrant des changements structurels importants de la société civile faisant apparaître une « nouvelle ruralité émergente ».

En savoir plus

FORUM AFRIQUE 2014 :



www.lemocievenements.com/forum-afrique-2014.htm

Le MOCI :

www.lemoci.com

CCI PARIS IDF :

www.cci-paris-idf.fr/services/international

FERDI :

www.ferdi.fr

IDDRI :

www.iddri.org

SCIENCES PO :

www.sciencespo.fr

Mars / Avril 2014

Le questionnement est celui de quelles politiques publiques à mettre en place par rapport aux secteurs protégés versus secteurs exposés.

Après avoir conclu sur les débats, **Laurence Tubiana** a questionné l'auditoire : « comment va-t-on de l'état actuel vers l'objectif qui se définit ? » et propose trois points pour continuer d'avancer : conduire la réflexion avec la fondation Gates ; réfléchir avec les acteurs du secteur privé, et le CIAN a proposé d'en être le coordinateur, en particulier avec ceux investis dans l'agriculture et l'agro-industrie ; trouver des convergences avec les différents organes de réflexion afin de coordonner les études.

Export Sécurité et Défense – DCSD

Paris, 24 janvier

Au MAE, une réunion a été organisée conjointement par la Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) et la Direction des entreprises et de l'économie internationale (DEEI) pour exposer les points clés de la diplomatie économique dans les marchés à l'export dans les domaines de la sécurité et de la défense. Plus de 160 entreprises étaient représentées et les intervenants ont souligné d'importants paradoxes.

La France dispose du 3^e réseau diplomatique au monde mais n'en tire que peu de bénéfices sur le plan économique, en comparaison avec d'autres acteurs européens, plus discrets sur la scène internationale mais plus efficace dans les affaires. Elle est le 5^e contributeur des Nations Unies à hauteur de 7,2% de son budget total mais elle n'a recueilli en 2011, que 0,7% des contrats attribués aux opérateurs privés par les bailleurs de fonds de l'ONU. Le constat est identique au niveau de l'Union Européenne.

Le MAE entend donc multiplier les initiatives pour renverser la tendance. La priorité sera donnée à l'accès aux marchés initiés par l'action multilatérale compte tenu du faible taux de pénétration de la France. L'objectif est de faciliter la connaissance des mécanismes des marchés des organisations internationales, de dresser la cartographie des décisionnaires et d'accroître les opérations de lobbying. Un effort sera également porté sur les PME dans le sillage des grands groupes ou constituées en GIE.

Le message global de cette réunion est un appel à plus de concertation public-privé, avec plus de confiance et de solidarité entre les parties prenantes. Reprenant une phrase empruntée à **Jules César**, l'un des intervenants a conclu : « *Unis, les Gaulois auraient dominé le monde* ».

Commission Éducation/Formation – CIAN

Paris, 19 février

La Commission Éducation/Formation s'est réunie le 19 février autour de son Président, **Didier Acouetey** qui a présenté le nouveau coordinateur de la Commission, **Paul Ginies**, qui a fait le point sur les suites données à l'étude CIAN/Sofreco et sur la Fondation franco-africaine pour la croissance.

Le principe d'un projet dénommé « RH-Afrique Excellence » porté par le CIAN a été retenu. Il vise, sur la base d'une démarche volontaire, à labelliser et à améliorer l'adéquation formation/emploi (segment bac-3 à bac+3) des centres de formation existants identifiés dans l'étude CIAN/Sofreco. Ce projet sera proposé à la Fondation franco-africaine pour la croissance dans les prochaines semaines.

« RH-Afrique Excellence » a pour objectif : de donner aux étudiants et aux professionnels un accès à un réseau d'établissements de formation professionnelle d'excellence répondant aux besoins de compétences des entreprises dans l'espace sub-saharien francophone et participant au programme « *Young Economic Leader* » de la Fondation franco-africaine pour la croissance en Afrique.

Un programme de travail a été arrêté et la prochaine réunion de la Commission portera les critères à retenir pour la labellisation et sur le dispositif de suivi.

Concernant les thèmes de débats pour l'année 2014, les participants ont retenu par ordre d'intérêt décroissant : 1) formation en alternance, 2) formation professionnelle/tout au long de la vie, 3) e-Learning, moocs, simulation, serious game, 4) diplômes/compétences, accréditation/certification, 5) coût, financement de la formation, frais de scolarité, 6) systèmes éducatifs francophones et anglophones.

Commission Juridique et Fiscale – CIAN

Adoption du Nouvel Acte Uniforme sur les sociétés commerciales

Le nouvel Acte Uniforme OHADA sur les sociétés commerciales, dont le projet avait été commenté par la Commission Juridique et Fiscale du CIAN auprès du Secrétariat Permanent de l'OHADA, a été adopté le 30 janvier 2014 et publié le 4 février. Il entrera en vigueur le 5 mai. Les sociétés existantes disposeront de deux ans à compter de cette date pour mettre leurs statuts en harmonie avec le nouvel Acte mais peuvent d'ores et déjà choisir de bénéficier de ses dispositions. Parmi les nombreuses modifications apportées par ce nouveau texte on peut noter :

- l'introduction de la Société par Actions Simplifiée (SAS), nouveau type de société aux règles de fonctionnement très souples;
- la possibilité de prévoir un capital variable pour les SA ne faisant pas appel public à l'épargne et les SAS;
- la reconnaissance expresse de la validité des pactes d'actionnaires sous réserve du respect des dispositions de l'AU et des statuts;
- la possibilité pour les SA de créer des actions de préférence assorties de droits particuliers de toute nature concernant le droit de vote, les droits pécuniaires ou d'autres droits, ainsi que des valeurs mobilières composées convertibles en actions ou en titres de créances;
- la clarification des modalités d'agrément et de préemption en cas de cession d'actions et la reconnaissance des clauses interdisant la cession pour une durée de 10 ans maximum;
- la possibilité de procéder à des cessions gratuites d'actions au profit du personnel et des dirigeants;
- la possibilité de participer à distance aux réunions des organes sociaux des SA et la suppression de toute obligation de détention d'actions pour les administrateurs;
- l'élargissement de l'obligation d'agrément des conventions réglementées aux conventions conclues par une société avec ses actionnaires détenteurs d'au moins 10% du capital, même en l'absence de dirigeants communs;
- la réduction de 20% à 10% de la participation requise pour demander une expertise de gestion et la possibilité en cas de blocage du fonctionnement de la société de faire nommer un administrateur provisoire aux pouvoirs étendus;
- la limitation à un seul renouvellement pour 2 ans de la durée des succursales de sociétés étrangères non ressortissantes d'un État de l'OHADA (soit une durée totale de 4 ans) et la possibilité de créer des bureaux de liaison ou de représentation exerçant que des activités préparatoires ou auxiliaires pour le compte de leur siège.

Burkina Faso – IFRI

Paris, 20 janvier

L'IFRI a accueilli le Ministre des Mines et de l'Énergie du Burkina Faso, **Lamoussou Salif Kaboré**, entouré de **Marc Trouyet** du MAE et d'**Alain Antil** de l'IFRI, pour une conférence sur « Le Burkina Faso et les enjeux de transparence dans le secteur minier ».

On assiste à une augmentation des activités minières

En savoir plus

Commission Sécurité :

Alain Flandrois

Président

a.flandrois@di2s.fr

Commission Education/Formation :

Paul Ginies

Coordinateur

pginies27@gmail.com

Commission Juridique & Fiscale :

Jean-Jacques Lecat

Président

jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

au Sahel s'inscrivant dans un cycle mondial, lui même lié à la croissance économique et l'urbanisation. La Banque mondiale pousse les investisseurs en Afrique avec parfois des dérogations aux régimes fiscaux.

Le Burkina a obtenu la certification EITI (Extractive Industries Transparency Initiative) depuis juillet 2013, qui instaure la confiance entre bailleurs internationaux, multinationales, et autorités du pays. Avec une production de 35 tonnes/an, l'or domine le secteur minier (20% des recettes de l'État). A coté des mines "industrielles", l'orpaillage s'est installé et emploie 1 million de personnes, mais avec des risques environnementaux et sociaux; le gouvernement veut le faire évoluer vers une semi mécanisation. Les mines peuvent entraîner des conflits avec les propriétaires terriens et pour cela, les autorités ont établi 3 critères de gouvernance: intérêts intergénérationnels, juste arbitrage, transparence de gestion pour redistribution. En 2008, la France a rédigé un document qui fixe ses actions en Afrique pour une croissance partagée: accompagnement des ONG, mise à disposition des autorités d'instruments juridiques, expertise auprès du NEPAD. Pour cela, elle privilégie 5 axes: renforcement des recettes publiques en provenance de la fiscalité ; développement de la lutte contre l'évasion fiscale et la corruption ; renforcement des cadres locaux ; réforme du cadre réglementaire ; appui au développement de la société civile.

Sénégal – CIAN

Paris, 21 février

Dans le cadre de son déplacement à Paris pour le Groupe Consultatif Sénégal, le Ministre du budget **Mouhamadou Makhtar Cissé** a été reçu au CIAN par le Président **Alexandre Vilgrain** et quelques entreprises membres. Les voies et moyens pour stimuler l'activité économique du Sénégal ont été évoqués.

Niger – CIAN

Paris, 18 février

Antoine Anfré, nouvel Ambassadeur de France au Niger, est venu au CIAN faire le point sur la situation de nos entreprises dans ce pays.

Outre le Rapport CIAN, lui a été remis le Baromètre de l'environnement des affaires spécifique au Niger.

Kenya – CIAN

Paris, 27 janvier

SEM **Rémi Maréchaux**, Ambassadeur de France au Kenya et en Somalie, est venu au CIAN exposer sa perception de ces deux pays.

L'entretien a surtout porté sur le Kenya, 45 millions d'habitants, un taux d'alphabétisation de 88% et 22 universités performantes et bien gérées. Deux traits ont marqué notre interlocuteur, l'obsession de l'éducation et l'adhésion au rôle moteur de l'État. La corruption existe mais les ressources sont réinvesties sur place. Les deux facteurs de déstabilisation politique résident dans la relation avec la Cour Pénale Internationale et les menaces terroristes dont le gouverne-

ment semble mal évaluer le danger. Le transfert de responsabilités économiques aux 47 comtés ouvre d'abondantes opportunités.

La situation en Somalie demeure dominée par l'insécurité mais des créneaux géographiques et sectoriels (infrastructures) sont jouables.

Malaisie – Sciences Po

Paris, 28 janvier

Sciences Po a reçu **Diana Tallit**, Directrice de la Malaysia Trade à Paris et **Lionel Kepnou**, Directeur d'Optimum Consulting, au cours d'une réunion sur « Les investissements exceptionnels de la Malaisie en Afrique ».

La Malaisie, avec un stock d'IDE en Afrique de 19 milliards \$, devance la Chine et l'Inde et est en 3^{ème} position après la France et les États-unis (chiffres 2011). Matrade est l'organisme pivot du commerce extérieur basé à Kuala Lumpur, avec trois bureaux à l'étranger : Johannesburg, Nairobi et Le Caire couvrant chacun un certain nombre de pays. Les exportations totales de la Malaisie en 2012 se sont élevées à 210 milliards \$ dont 2,4% vers l'Afrique (Afrique du Sud, Égypte, Libye, Ghana, Nigeria, Bénin). Les produits d'exportation sont principalement les produits pétroliers, l'huile de palme et du matériel médical.

Les investissements concernent l'agrobusiness (arachide, soja, palmier à huile, 230 000 ha de terre appartiennent en direct ou indirectement à des Malaisiens) ; le pétrole (équipements et installation de Petronas) ; les forêts (Congo) ; les infrastructures (routes, ports) ; les NTICS et la finance islamique.

La présence en Afrique, continuation du soutien historique de la Malaisie à l'ANC, est le fait des entreprises publiques (Petronas, Telecom Malaysia, etc.), des banques (ICB International Commercial Bank présente dans 15 pays d'Afrique) et du fond d'investissement public Khazanah (50 millions \$ pour des prises de participation à venir dans des entreprises moyennes).

Le poids de la Malaisie en Afrique est peu connu, car les milieux d'affaires ne sont pas associés aux voyages des politiques, et l'implantation locale en directe est souvent retenue (avec un passage par Maurice pour des raisons fiscales et de « label Afrique »).

La Malaisie qui appartient aux pays non alignés et en a assumé la présidence entre 2003 et 2006, est bien perçue par les africains et développe des programmes de coopération et d'assistance technique.

États-unis – CIAN

Paris, 21 février

Reginald Miller, Conseiller commercial de l'Ambassade des États-unis à Paris, entouré de deux collaborateurs, a évoqué au CIAN la possibilité d'une concertation étroite en Afrique avec les entreprises américaines intéressées par ce continent.

Le CIAN s'est montré enthousiaste sur cette initiative se référant à sa relation de longue date avec le Corporate Council on Africa (CCA, homologué américain du CIAN).

En savoir plus

IFRI :

www.ifri.org

Groupe Consultatif SENEGAL 2014 :

www.gcsenegal.gouv.sn

MATRADE :

www.matrade.gov.my

CCA - Corporate council on Africa :

www.africacncl.org

VIE DES SOCIETES



Les Journées Entreprises de 2iE

Pas moins de 115 entreprises et 1 500 participants sont attendus pour l'édition 2014 des Journées Entreprises 2iE. Espace d'échange entre étudiants, diplômés et entreprises, il permet aux premiers de rencontrer des recruteurs potentiels, et aux seconds d'identifier les meilleurs profils pour leurs besoins en RH. Créé en 2007, ce forum organisé tous les ans au mois de juin par l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE), est devenu un rendez-vous

incontournable pour les entreprises internationales et PME évoluant dans le secteur de l'ingénierie en Afrique. Pour la seconde année consécutive, retrouvez également l'évènement en kiosque dès le mois de mai avec l'édition spéciale Journées Entreprises du Magazine Marchés Africains.

Le Forum Africa Water 2014

En prélude du 7ème Forum Mondial de l'Eau qui se tiendra à Daegu (Corée du Sud) en 2015, Africa Water 2014 réunira du 12 au 14 juin à Ouagadougou près de 650 participants autour d'une question phare :

En savoir plus

2iE :

Partager l'information avec

#JE_2iE et #AW2014

www.2ie-edu.org

comment permettre un accès à l'eau et un service d'assainissement pour tous en Afrique ? Un enjeu de taille, pour un continent qui comptera près de 3 milliards d'habitants, dont 60% d'urbains, à l'horizon 2050.

Organisé par le gouvernement burkinabé et 2IE, en partenariat avec le Conseil des Ministres Africain de l'Eau (AMCOW) et le Conseil Mondial de l'Eau, cette conférence internationale est ouverte à l'ensemble des acteurs des secteurs de l'eau et de l'assainissement, de la sécurité alimentaire, de l'énergie et de l'environnement. L'enjeu : mettre en œuvre des solutions efficaces permettant l'accès à une eau potable et un assainissement amélioré pour tous en Afrique.



Banque africaine de développement

L'année 2014 démarre positivement en Côte d'Ivoire. Après la délocalisation de son siège en 2003 en raison de l'instabilité du pays, le retour du siège de la Banque Africaine de Développement à Abidjan est une des marques de confiance dans le développement et le futur du pays.

Dans le cadre de son programme de retour, la BAD a choisi AGS pour la réalisation des déménagements des effets personnels de ses fonctionnaires et des autres biens de la BAD.

AGS Tunisie et AGS Côte d'Ivoire ont d'ores et déjà commencé à travailler de concert à la réalisation d'opérations de qualité qui verront le déménagement de 1300 fonctionnaires, l'entreposage de plus de 5 000 m² d'effets et l'archivage des documents de la Banque.

Au-delà de services de déménagement avec AGS et d'archivage avec la marque ARCHIV SYSTEM, le Groupe AGS propose aussi des services de relocation, avec Executive Relocations. Ces services sont disponibles en Côte d'Ivoire et en Tunisie, mais aussi dans de nombreux pays africains.

La complémentarité des services permet à AGS d'être aux côtés de ses clients en toutes circonstances.



Best & Beyond

Dans le cadre de son plan Transform 2015, Air France poursuit le développement de son projet de montée en gamme de ses produits et services baptisé « Best & Beyond ». Avec un investissement de plus de 500 millions €, ce projet a pour ambition de placer la Compagnie au meilleur niveau en matière de produits, et de faire la différence par une relation attentionnée avec ses clients.

Air France vient de dévoiler début février son nouveau fauteuil Business. Au total, 2 102 sièges seront installés entre juin 2014 et l'été 2016 sur 44 Boeing 777, cœur de la flotte long-courrier d'Air France. Le nouveau fauteuil Business d'Air France a été développé autour du concept des 3 « F » : Full flat - le fauteuil devient un lit parfaitement horizontal pour traverser les fuseaux horaires sans fatigue ; Full access - un accès direct à l'allée, quel que soit l'emplacement du siège dans la cabine ; Full privacy - un espace préservé grâce aux courbes du siège enveloppantes, une véritable bulle privée en plein ciel.

Grâce à une collaboration étroite entre clients, salariés de l'entreprise, designers et ergonomes, Air France entend offrir ce qui se fait de mieux en matière de confort à bord.



Ascoma Congo certifié ISO9001

Ascoma Congo, qui fêtera ses 10 ans en 2014, a obtenu la certification ISO 9001 V 2008, symbole des engagements du Groupe Ascoma en matière de qualité de services. Cette démarche positionne Ascoma comme le premier courtier en assurances certifié au Congo.



La carte Ascoma Santé devient biométrique

Le Groupe Ascoma est heureux d'annoncer la mise en place de la carte biométrique dans son offre santé. Elle permet l'identification du bénéficiaire grâce à une puce électronique sécurisée stockant les empreintes digitales uniquement sur la carte, dans le respect du principe de protection des données personnelles. Ce système d'identification sans faille permettra d'améliorer la maîtrise des dépenses de santé. Cette carte biométrique est opérationnelle depuis fin 2013 dans le réseau santé d'Ascoma Cameroun, gérant plus de 60 000 bénéficiaires et pionnier dans la mise en place du système. Elle sera progressivement étendue dans les autres pays où le Groupe Ascoma est implanté.



Ouverture d'un bureau au Tchad

En janvier, le cabinet d'audit et de conseil Deloitte s'est installé à N'Djamena, constituant ainsi sa première implantation au Tchad et son 8^e bureau en Afrique Centrale.

Deloitte Tchad servira principalement les acteurs nationaux et internationaux des secteurs public et privé et aura également pour objectif de participer à de nombreux projets d'accompagnement du secteur public tchadien et de développement financés par les bailleurs de fonds. Cette nouvelle implantation du cabinet Deloitte à N'Djamena marque ainsi la volonté du cabinet d'être au plus près des acteurs de l'économie tchadienne et d'accompagner le dynamisme économique de la région.

Fort de son expérience de plus de 10 ans dans des secteurs clés tels que Oil & Gas, Mining et Secteur Public, acquise notamment au sein de Deloitte Gabon, **Jouhar Ben Zid** est aujourd'hui Directeur opérationnel de Deloitte à N'Djamena.



Port Harcourt et Pointe Noire

Après l'installation avec succès de la plateforme d'habitation sur les champs d'OFON au large de Port Harcourt au Nigéria, les équipes d'EIFFEL NIGERIA, soit plus de 100 personnes, s'affairent en mer depuis le tout début de cette année afin de réaliser les différentes connexions définitives : de tuyaux, de câbles électriques, de structures métalliques, de gaines, puis de faire toutes les mises en route des différents systèmes : électriques, mécaniques, de climatisation, d'eau potable, de protection incendie, de téléphonie. Tous ces travaux offshores visent à rendre opérationnel le quartier d'habitation mi 2014.

Parallèlement EIFFAGE Construction métallique, continue son extension à l'international, particulièrement en Afrique, et précisément au Congo Brazzaville. C'est ainsi qu'avec comme partenaire « LAINE DIANE CONGO », sur le Port de Pointe Noire, EIFFAGE Construction métallique s'est lancé dans le développement de ses activités de construction métallique, principalement pour le secteur « Oil and Gas », mais aussi pour les infrastructures, en fort développement au Congo Brazzaville.



Nouveau diplôme « Juriste OHADA »

Le cabinet d'avocats Eversheds LLP, l'Association Henri Capitant, la Fondation pour le Droit Continental, Lextenso, le Groupe Loret, l'UNIDA, OHADA.com et le Conseil Supérieur du Notariat français ont récemment annoncé leur soutien au nouveau diplôme universitaire « Juriste OHADA » dispensé conjointement par les

En savoir plus

AGS Côte d'Ivoire :

Frédéric Gros

Directeur

Tél : +225 21 25 73 73

manager-cotedivoire@agsmovers.com

www.agsmovers.com

AGS Tunisie :

Pascal Romain

Directeur

Tél : +216 71 807 430

manager-tunisia@agsmovers.com

www.agsmovers.com

AIR FRANCE :

corporate.airfrance.com

ASCOMA Congo :

Tél. (+242) 5 530 13 14

congo@ascoma.com

www.ascoma-congo.com

ASCOMA Santé :

Tél. (+212) 5 22 95 07 76

ascoma_sante@ascoma.com

www.ascoma-sante.com

ASCOMA Cameroun :

Sylvain Cousin

Directeur

Tél. : (+237) 33 50 04 00

cameroun@ascoma.com

www.ascoma-cameroun.com

DELOITTE Tchad :

Jouhar Ben Zid

Directeur

Tél. (+235) 62 42 48 73

JBenZid@deloitte.fr

EIFFAGE

Construction

métallique :

www.eiffageconstructionmetallique.com

EVERSHEDS :

www.eversheds.com

Renseignements sur le diplôme

Juriste OHADA :

Université Paris 13

Tél. 01 49 40 37 64

acc-cfc@univ-paris13.fr

universités Panthéon-Assas et Paris 13, le premier de ce type à être lancé sur la place de Paris.

Cette nouvelle et unique initiative a pour objet de former des étudiants et des professionnels au droit de l'OHADA. Le diplôme sera ouvert, soit aux titulaires d'un master 1 en droit, soit par validation des acquis professionnels. D'une durée d'une année universitaire, le programme est constitué de cours dispensés par des professeurs et praticiens reconnus du droit OHADA.

La formation débute en septembre 2014 et la première promotion sera diplômée en juin 2015.



50 pays pour Gras Savoye !

Gras Savoye vient de s'implanter dans un cinquantième pays avec l'ouverture d'une filiale en Jordanie.

Premier courtier français et africain, Gras Savoye, avec son partenaire Willis, est également le premier courtier en Europe. Il peut ainsi accompagner ses clients dans plus de 130 pays dans le monde.

Gras Savoye sur le continent africain, ce sont 950 collaborateurs qui gèrent les risques toutes branches de 4 000 entreprises dont 600 groupes internationaux à travers une présence dans 31 pays (dont 23 en Afrique subsaharienne) et 38 bureaux. Leader en assurance Frais de Santé, Gras Savoye gère plus de 500 000 assurés sur tout le continent.

Cette empreinte africaine très large et dans toutes les zones du continent permet à Gras Savoye d'apporter des solutions d'assurance à tout groupe décidant d'investir en Afrique.

JA Delmas CAT Côte d'Ivoire, lieu d'excellence pour la formation technique

En inaugurant le 18 octobre 2013 son centre de formation Mathieu Lindor à Abidjan, JA Delmas affiche clairement sa volonté d'accompagner l'ensemble de ses équipes vers le haut. À vocation régionale, il a pour mission d'assurer la formation de l'ensemble des 1 300 techniciens du réseau (12 pays d'Afrique de l'Ouest) grâce à des infrastructures spécialisées: deux ateliers dédiés, un terrain d'essai et des équipements nouvelle génération certifiés Caterpillar.

La voie du tutorat : le métier de technicien de maintenance sur les engins a fortement évolué. Il nécessite des connaissances et des compétences qui vont bien au-delà des seuls savoirs techniques (informatique, logiciels de diagnostic spécialisés, anglais technique...). Un dispositif axé sur la mise en situation a en outre été instauré : un technicien aux acquis validés est chargé d'accompagner ses collègues dans l'apprentissage du métier, directement sur son poste de travail.

Pour des clients satisfaits : avec des techniciens et des utilisateurs bien formés, les machines auront une disponibilité optimale. Offrir à nos clients une main d'œuvre toujours plus experte fait partie de notre engagement et notre esprit de service afin de demeurer le partenaire de référence.



Convention avec le Port autonome de Dakar

Le Port Autonome de Dakar et le groupe Necotrans ont signé le 27 novembre 2013 une convention d'exploitation intégrant la réhabilitation des infrastructures du môle 8 et la mise en œuvre d'un terminal vraquier multi-produits.

Dans le cadre de la modernisation et de la spécialisation du Port de Dakar, les autorités ont consenti, pour une durée de 25 ans, au groupe Necotrans l'occupation et la réhabilitation du môle 8 en vue de son exploitation.

Le projet de Necotrans présente des atouts clairs pour le Sénégal : un projet générateur de ressources financières conséquentes pour l'État sénégalais et le Port Autonome de Dakar ; un projet générateur d'emplois stables sur la ville de Dakar ; un projet améliorant sensiblement la compétitivité du Sénégal ; un projet améliorant les équilibres sociaux et environnementaux ; un projet associant les opérateurs nationaux.

Le projet portera sur un investissement de 74 millions € (48 milliards FCFA) correspondant : pour 54,7 millions € (35,9 milliards XOF) à l'aménagement du terminal vraquier en équipements de dernière génération permettant l'amélioration de la sécurité environnementale (Normes QHSE) en vue de doter le Sénégal d'un outil performant pour la sous-région ; pour 19,4 millions € (12,7 milliards XOF) à la construction d'un nouveau quai aux postes 81, 82 et 83, qui restera au terme de la convention propriété du port, renforçant ainsi ses capacités d'accueil de navires vraciers.



Eclador en Côte d'Ivoire

Olheol Industries CI SA, filiale à 100% du groupe français Olheol Investissements, est spécialisée dans la trituration des graines oléagineuses, son usine est implantée à Bouaké 2^e ville de République de Côte d'Ivoire.

La capacité nominale de trituration de l'usine est de 200 000 tonnes/an sur la base de graines de coton. C'est la plus importante unité de production de l'Afrique de l'Ouest. Cette usine peut aussi travailler avec du soja, du tournesol, ... et même produire du beurre de karité.

L'usine a redémarré le 14 janvier 2014 par la trituration de graines de coton issues de la production ivoirienne. Depuis fin janvier 2014, a été remis sur le marché le produit phare d'Olheol, la fameuse huile alimentaire ECLADOR sans cholestérol. L'huile était absente depuis près de 10 années du pays et de la sous-région. Pour l'instant, ECLADOR est conditionnée et commercialisée en bidons de 25 litres.

La production du tourteau de coton bat son plein. Destinée à l'alimentation animale, il est particulièrement apprécié pour sa qualité en général et pour sa teneur élevée en protéines en particulier. Le tourteau de coton est conditionné en sacs de 50 kg. Actuellement – en pleine campagne cotonnière – l'usine emploie entre 500 et 600 personnes permanents et saisonniers confondus.



Convention de partenariat avec l'ONECCA au Cameroun

Partageant la même volonté de doter la profession des experts comptables d'outils de gestion modernes, l'Ordre National des Experts Comptables et Comptables Agréés du Cameroun (ONECCA) et Sage ont signé une convention de partenariat, qui porte sur :

- le partage de savoir-faire pour localiser pour le Cameroun la solution « Sage Expert-Comptable »*, dédiée au métier du conseil, de l'audit et de l'expertise comptable;
- la participation de Sage à l'effort de formation des cabinets d'expertise comptable en matière d'applications métiers;
- la mise à disposition (offre préférentielle) pour les membres de l'ONECCA, de leurs collaborateurs et de leurs clients des solutions Sage susceptibles de développer la valeur ajoutée de leurs services au bénéfice de leur clientèle.

Ce partenariat a été officiellement annoncé à l'assemblée Générale de l'ONECCA du 29 novembre dernier. *déjà disponible pour le marché français, marocain et espace Ohada.

En savoir plus

GRAS SAVOYE :
www.grassavoie.fr

JA DELMAS :
www.jadelmas.com

NECOTRANS :
www.necotrans.com

OLHEOL :
www.olheol.com

SAGE :
Carole Basson
Tél. : +33 (0)556 181 744
carole.basson@sage.com
www.sage.fr

NOUVEAUX ADHERENTS



ASTROLAB Consulting est un cabinet de conseil en stratégie sensible. Spécialiste de l'Afrique, le cabinet intervient depuis 2012 en gestion de la réputation, communication de crise et développement des compétences managériales.

Associée fondatrice et Présidente d'ASTROLAB Consulting, **Emmanuelle Hervé** explique : « *nos expatriations au sein de directions de grands groupes internationaux et notre bonne connaissance du terrain africain nous permettent de conjuguer vision stratégique, élaboration de solutions ad hoc et déclinaisons opérationnelles. Notre ambition est d'aider nos clients à créer de la valeur dans des pays à forte croissance* ». Cette expertise, conjuguée à la réactivité d'ASTROLAB Consulting, permet une compréhension des enjeux, tout en apportant des solutions à la fois structurées et personnalisées, élaborées pour les clients et avec eux.

ASTROLAB Consulting offre un savoir-faire opérationnel approfondi, adapté aux enjeux locaux et régionaux africains. Le cabinet poursuit d'ailleurs activement son expansion à l'international avec l'ouverture en 2014 de trois nouveaux bureaux sur le continent, au Maroc, en Tunisie et au Niger.

En savoir plus

ASTROLAB :

Paris : +33 1 53 41 41 52 /

+33 6 08 01 49 12

Casa : +212 522 480 047

Tunis : +216 71 287 538

Niamey : +227 808 15 007

<fr.linkedin.com/in/emmanuelleherve/>

www.astrolab-communication.com

twitter.com/astrolabcom

PARTENAIRES / MECENATS

THE AFRICA CEO FORUM
GENÈVE, 17-19 MARS 2014 2^e EDITION

Les dirigeants des grandes entreprises africaines se donnent rdv pour la 2^e édition de l'AFRICA

CEO FORUM du 17 au 19 mars 2014 à Genève. Dès sa création en 2012, le AFRICA CEO FORUM s'est imposé comme une importante rencontre internationale consacrée aux stratégies de croissance des entreprises. Plus de 400 PDG venus de l'ensemble du continent, 100 banquiers et financiers, ainsi que 200 personnalités africaines et internationales de premier plan sont attendus au Forum 2014, organisé par le Groupe Jeune Afrique en partenariat avec la Banque africaine de développement et la société Rainbow unlimited.

Informations et inscriptions : <http://www.theafricaceoforum.com/>



Petit déjeuner Madagascar le 18 mars à Paris

En partenariat avec le CIAN, la CCI France-Madagascar et l'Ambassade de France à Madagascar, Ubifrance vous invite à un petit-déjeuner d'information sur le marché malgache, le mardi 18 mars 2014, de 09h00 à 11h00 au siège d'Ubifrance, Paris 14^{ème},

avec les participations confirmées de : François Goldblatt, Ambassadeur de France à Madagascar, Véronique Perdigon, DG adjoint Électricité de Madagascar, Joséphine Andriamamonjariison, Présidente du Groupement des Entreprises de Madagascar, Philippe Penouty, DG Scocolait SA, Alain Ripert, DG BMOI – Groupe BPCE, Hubert Colaris, Chef du Service Economique de l'Ambassade, André Beaumont, Président de la CCI France Madagascar.

Le pays francophone le plus grand de l'océan Indien vient d'élire son nouveau président. C'est le moment d'identifier les nouvelles perspectives d'un marché malgache de plus de 20 millions d'habitants.

Inscriptions : <http://www.ubifrance.fr/mada2014>



5th EU-Africa Business Forum

Engaging the private sector in sustainable and inclusive growth

March 31st - April 1st, 2014
Brussels - Belgium

The 5th EU-Africa Business Forum is scheduled to take place on March 31st and April 1st, 2014 back-to-back with the 4th Africa-EU Heads of State Summit in Brussels, Belgium. The EU Commission Vice-President, Antonio Tajani, together with Commissioner

Andris Piebalgs and Commissioner Karel de Gucht, will host the Forum. The forum is expected to attract more than 500 high-level participants of the business community from across Europe and Africa.

Informations et inscriptions : eabf@acpbusinessclimate.org; www.euafrica-businessforum.eu

NOMINATIONS

CONSEIL D'ANALYSE ECONOMIQUE

Hélène Paris : Secrétaire général.

MAE

Charlotte Lepri : Conseillère relations avec le Parlement au Cabinet de Laurent Fabius.

Antoine Anfré : Ambassadeur au Niger.

Jean-Pierre Vidon : Ambassadeur au Congo.

PUBLICATIONS

Responsabilité des acteurs africains dans les relations sino-africaines, S. Banyongen, Ed. L'Harmattan, novembre 2013.

Où va le Mali ? Entre vulnérabilités et résilience, Rodolphe Cathala, Ed. du Cygne, janvier 2014.

Africafrance : quand les dirigeants africains deviennent les maîtres du jeu, Antoine Glaser, Ed. Fayard, février 2014.

La responsabilité sociale des entreprises : le cas du Maroc, Tarik Malki, Ed. Afrique Orient, mars 2014.

L'Afrique de Mitterrand à Hollande, Jean-Marc Simon, Ed. du Rocher, avril 2014.

Eclipse sur l'Afrique : fallait-il tuer Kadhafi ?, Jean Ping, Ed. Michalon, avril 2014.

Chine-Algérie : une relation singulière en Afrique, F. Talahite et T. Pairault, Ed. Riveneuve, avril 2014.

Le programme Afrique subsaharienne de l'Ifri lance son blog



Ce blog est avant tout un espace d'information sur les activités du programme Afrique subsaharienne de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Vous retrouverez sur ses pages les annonces des publications, des comptes-rendus de conférences, ainsi que des liens vers les interventions médias des chercheurs.

Ce blog est également un lieu d'expression pour les chercheurs du programme, qui publient régulièrement sur des sujets d'actualité sous des formats courts.

Consultez le blog sur :

afriquedecryptages.wordpress.com



AGENDA

GUIDE PRATIQUE CIAN

« La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique : enjeux, pratiques et recommandations »



(10,00 € + port)

GUIDE PRATIQUE CIAN

« Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier »



(9,00 € + port) :

Commander les Guides Pratiques CIAN :

communication@cian.asso.fr

Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

ADEPTA

SENEGAL – Salon SIAGRO 2014 : 25 au 28 mars

ALGERIE – Salon DJAZAGRO 2014 : 21 avril au 24 avril

Contact : florian.desaintvincent@adepta.com

CCI PARIS IDF

PARIS – Entretiens experts « ROAD-SHOW Afrique » : 20 mars

Contact : afrique-pmo@cci-paris-idf.fr

CHAMBRE DE COMMERCE AFRICAINE

PARIS – 3^e édition de la Foire Africaine 2014 : 18 au 21 avril

Infos : <http://www.cca-org.com>

CONFRONTATIONS EUROPEES

BRUXELLES – Conférence UE-Afrique « Dialogue public privé pour un renouveau du partenariat économique entre l'Europe et l'Afrique » : 6 mars

Infos : www.confrontations.org

IDDR

PARIS – Rencontre nationale des CCI « Le foncier et les activités économique : une schizophrénie française pleine d'avenir ? » : 20 mars

PARIS – Conférence de lancement Regards sur la Terre 2014 « Les innovations : promesses pour un développement durable ? » : 28 mars

PARIS – Conférence avec la Fondation Gates « Maladies tropicales : un dialogue sur les progrès réalisés » : 2 avril

PARIS – Séminaire économie de l'environnement « La fabrique des catastrophes naturelles » : 29 avril

Infos : www.iddri.org

MEDEF INTERNATIONAL

PARIS – Rencontre avec Dimitris Tsistiras, Vice président Europe, MO et Afrique du Nord de la SFI : 10 mars

USA – Délégation d'entreprises à la Banque mondiale et BID : 19 au 22 mai

NIGERIA – Délégation d'entreprises à Lagos : du 9 au 11 avril

Contact : gbatlle@medef.fr

SCIENCES PO

PARIS – Petit déjeuner avec Bertrand Badré, DG de la Banque mondiale, « Les nouveaux enjeux de l'économie du développement » : 2 avril

PARIS – Conférence de la gouvernance « Code éthique : quelles responsabilité pour l'entreprise ? » : 9 avril

Contact : evenements@sciences-po.asso.fr

UBIFRANCE

TUNISIE/LIBYE – Rencontres acheteurs logistique et équipements portuaires : 16 au 20 mars

PARIS – Les financements et projets de reconstruction du Mali : 21 mars

LONDRES – Rencontres avec les experts de la BERD : 26 mars

ALGERIE – Mission de découverte du secteur aéroportuaire : 31 mars au 2 avril

PARIS – Afrique australe et orientale, potentialités des secteurs agricoles et alimentaires : 9 avril

AFRIQUE DU SUD – Rencontres marché de la sécurité des biens et personnes : 12 au 15 mai

PARIS – Petit déjeuner Ethiopie : 22 mai

COTE D'IVOIRE – Salon minier d'Afrique de l'Ouest Wampex 2014 : 28 au 30 mai

NIGERIA – Colloque céréales/boulangerie et élevage/lait : juin 2014

CAMEROUN/NIGERIA – Rencontres secteur solutions de planification industrielle : 2 juin

ANGOLA – Rencontres secteur de la santé : 2 au 4 juin

CHINE – Vendre en pays tiers avec des partenaires chinois : 16 au 18 juin

PARIS – Atelier Côte d'Ivoire : 19 juin

PARIS – Plan stratégique « Gabon émergent », projets prioritaires et opportunités : 4 juillet

Infos : www.ubifrance.fr

Retrouvez l'agenda et les informations de la France à l'international sur :

www.france-international.fr

La Lettre du CIAN

Président :

Alexandre Vilgrain

Directrice de la publication :

Alix Camus

Ont collaboré à ce numéro :

Anthony Bouthelier,
Alix Camus, Stephen Decam,
Alain Flandrois, Paul Ginies,
Jean-Jacques Lecat, Jean Mahe,
Jacques Manlay.

Pour vous abonner :

communication@cian.asso.fr

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française rassemblant les entreprises investies en Afrique. A travers leurs 1000 établissements et 80 000 collaborateurs sur place, ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 40 milliards €, soit 75% de l'activité française sur le continent.

Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant, pour eux, auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leurs activités.

Le CIAN les incite, dans le cadre de leurs responsabilités sociales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique (adhésion à la Charte du CIAN sur le développement durable et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption).

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

45, Rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

Fax : +33 (0)1 42 56 79 33

Email : contact@cian.asso.fr

Site : www.cian.asso.fr



Retrouvez-nous
sur le Web :

www.cian.asso.fr